

Yvelines à gauche

«Toute société qui prétend assurer aux hommes la Liberté, doit commencer par leur garantir l'existence »

Léon Blum

Journal d'information des socialistes des Yvelines

4-juillet/août 2005



ACTUALITÉ

ÉDITO

Gouvernement Villepin : la grande illusion

Comment ne pas être étonné de la déconcertante composition du gouvernement Villepin, jeu de chaises musicales indécemment orchestré par un Jacques Chirac, dont le dernier échec en date ne donne plus aucun crédit à son action tant dans notre pays que sur le plan européen ?

Alors que le nouveau chef du gouvernement avouait lui-même, dans un récent entretien, que l'action de son prédécesseur n'avait pas été « maximale » et suffisamment porteuse sur la question de l'emploi, il ne trouve rien de mieux pour re-dynamiser notre pays, que de continuer avec les mêmes, le mouvement amorcé sous Raffarin.

Pour mener sa politique sur l'emploi, déclarée priorité nationale, nous ne pouvons qu'être inquiets de la reconduction du duo Boorlo-Larcher, qui a déjà montré ses limites doublées d'un manque d'écoute caractérisé des partenaires et mouvements sociaux.

Le premier, Jean Louis Boorlo, multiplie les déclarations et les plans. Il y a quelques semaines, au sein du gouvernement Raffarin, il présentait un plan de cohésion sociale. Son plan loin d'avoir recueilli l'enthousiasme au sein de sa majorité est devenu d'un tour de passe-passe du nouveau 1^{er} ministre un « plan d'urgence » pour l'emploi. Et Boorlo de voir ajouter à ce plan des mesures soufflées par le Ministre de l'Économie qui rêvait de lui arracher une partie de ses compétences.

Le deuxième, Gérard Larcher, ancien sénateur des Yvelines et vice-maire de Rambouillet, continue de prouver sa loyauté envers le MEDEF. Rappelons-nous qu'il a été le grand instigateur de la remise en cause des 35 heures et par la même de la baisse du pouvoir d'achat des salariés, à travers notamment l'augmentation du contingent d'heures supplémentaires sous-payées. Aujourd'hui, nouveau tour de passe-passe, il présente la revalorisation d'un des SMIC au 1^{er} juillet (déjà actée avant le changement de locataires à Matignon), comme une grande avancée, mais elle est loin de répondre à l'urgence sociale dont le pays a besoin. Promoteur du contrat nouvelle embauche, le CDD maquillé, Gérard Larcher a lui-même annoncé que ce plan initialement prévu pour les entreprises de moins de 10 salariés serait en fait élargi aux entreprises de 20 salariés. Chassez le naturel, il revient au galop...

Le gouvernement ayant choisi de procéder par ordonnance sur ce sujet, Mr Cuq, ancien député des Yvelines et surtout Ministre délégué aux Relations avec le Parlement va donc se retrouver en vacances anticipées... Ancien directeur des RG de...Corrèze, puis Chef de Cabinet du maire de Paris de 79 à 84, ce chiraquien pure souche devra néanmoins rendre compte chaque jour à son patron de l'ambiance délétère qui traîne dans l'hémicycle.

Ambiance de défiance due à une pratique rejetant le débat démocratique et à des orientations politiques évidentes, car entre l'accent social ou la continuité libérale, le gouvernement a clairement fait son choix...

La rédaction

Démission de Franck Borotra

Vendredi 8 juillet, Franck Borotra a présidé sa dernière assemblée générale du Conseil Général. Sa démission est la conséquence de trois facteurs. L'envie de passer la main après une honorable carrière politique, ce qui est légitime, la nécessité de mettre son successeur aux commandes à mi-mandat afin de préparer les prochaines échéances électorales, ce qui est habituel, un désaccord avec la politique gouvernementale et notamment la façon dont se fait la décentralisation, ce qui renforce nos inquiétudes et notre opposition envers le gouvernement. Le président du Conseil Général a toujours su faire preuve d'une grande courtoisie et d'un grand respect envers l'opposition et a su rester fidèle à ses convictions.

Nous ne pouvons saluer avec le même plaisir sa politique. En effet, si les finances du département sont saines, son milieu associatif est sous-financé et son effort social sous-développé.

Département francilien, les Yvelines souffrent des tensions nées de l'attractivité forte du territoire de l'Île de France. C'est peu dire que la majorité de droite, menée par son Président a négligé les problèmes sociaux et leur résolution.

Ainsi du logement social, sinistré dans le département, dont la plupart des villes de droite refusent de se mettre au niveau exigé par la loi SRU avec 20% de logements sociaux. Ce déni du droit à l'accès au logement pour tous pèse évidemment sur les populations de ses villes, mais aussi sur celles des villes qui se conforment à la loi, en multipliant les demandes de dossiers des habitants des autres communes. C'est tout le département et sa population en difficulté, mais aussi ses classes moyennes, qui sont pénalisés.

Cette politique menée par le Conseil Général alimentait déjà notre opposition. Aujourd'hui, Franck Borotra démissionne, il l'a dit, parce qu'il est en désaccord avec la politique du Gouvernement et notamment la façon dont celui-ci, au travers d'une décentralisation biaisée se décharge de ses responsabilités sur les collectivités locales sans leur conférer les moyens financiers nécessaires.

Les Yvelines vont donc se trouver dans une situation encore plus difficile : les efforts qui n'ont pas été faits sous la présidence Borotra vont devoir être réalisés alors que l'État va lui-même mettre fin à sa part d'effort !

C'est pourquoi le Parti Socialiste demande dès aujourd'hui à Monsieur Bédier, futur Président du Conseil Général de profondément réorienter sa politique en faveur du social et notamment du logement social.

Nous ne laisserons pas les Yvelinois en proie aux problèmes insolubles de logement, au stress pour l'emploi, dans la crainte des délocalisations et du chômage, seuls face à la montée des désespoirs conséquences de vie fragilisées, avec un État devenu lointain et un Département résolument indifférent.

Philippe Esnol, Conseiller général,
Maire de Conflans-Sainte-Honorine



Encourager le développement durable, une volonté de la Région Ile-de-France

Treize ans après la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de Rio en 1992 et trois ans après celle de Johannesburg, les enjeux du développement durable s'intègrent aujourd'hui explicitement dans le cadre législatif français.

Après diverses lois sectorielles (loi pour l'aménagement et le développement durable du territoire de juin 1999, loi sur la solidarité et le renouvellement urbain de décembre 2000, loi conférant à la lutte contre l'effet de serre la qualité de priorité nationale de février 2001...), la charte nationale de l'environnement a inscrit quelques uns des principes du développement durable dans la constitution.

Mais les décisions internationales, mondiales et européennes, l'action, nécessaire, de l'État et du législateur national, n'exonèrent pas les collectivités locales de leurs propres responsabilités dans l'élaboration de démarche de développement durable pour les territoires, avec et pour leurs habitants. Cette démarche suppose **une prise en compte globale, avec une attention égale, des questions environnementales, sociales, économiques et culturelles en recherchant un équilibre acceptable pour les populations actuelles et futures.**

En Île-de-France, un certain nombre de communes, d'EPCI et de départements ont lancé les premières démarches dans notre région, avec le soutien méthodologique et financier de l'ARENE (Agence Régionale de l'Environnement et des Nouvelles Énergies).

L'objectif d'une démarche de développement durable est de proposer à chaque citoyen un meilleur épanouissement personnel, professionnel, social, des conditions de vie quotidienne et un environnement de qualité. Il doit également permettre de réduire l'impact écologique local et global de chacun, tant dans le cadre de ses activités professionnelles que sociales ou personnelles.

Cet objectif dépasse donc largement le cadre environnemental et concerne tous les secteurs d'intervention d'une collectivité. Sa prise en compte dans le cadre institutionnel d'un Conseil régional est, on le voit, particulièrement ardue. Poids relatif de l'État ou de grandes collectivités locales, interdépendances des enjeux mondiaux, nationaux et locaux, superposition des acteurs, importance de la population : tout tend à compliquer les enjeux.

Comme Jean Paul Huchon s'y était engagé, l'Agenda 21 régional en Île-de-France devient une réalité.

En Île-de-France, l'intensité des déplacements, la densité de l'urbanisation centrifuge et la pression foncière sont autant de facteurs de déséquilibre environnemental, social et économique et donc d'enjeux majeurs pour l'établissement d'un projet

de développement durable.

Le calendrier de mise en révision du SDRIF (schéma directeur de la région d'Île-de-France) constitue à cet égard une opportunité unique d'infléchir dans ce sens les orientations d'aménagement du territoire francilien.

De nombreuses politiques menées par la Région Ile de France s'insèrent déjà dans une démarche de développement durable mais aujourd'hui, la région encourage particulièrement le développement durable à l'échelle locale. En effet, lors de la séance du 23 juin dernier, le Conseil Régional d'Île-de-France a voté une nouvelle aide régionale d'aide à la réalisation d'agendas 21 locaux par les collectivités locales franciliennes. Cette action s'inscrit dans la démarche d'agenda 21 régional engagée par la Région depuis 2003.

Cette aide permettra aux communes d'élaborer et mettre en œuvre un programme territorial d'actions concrètes en faveur du développement durable pour répondre localement aux enjeux planétaires, tels sont les objectifs des agendas 21 locaux, véritable outil de promotion du développement durable.

Cette dynamique autour de l'agenda 21 régional s'inscrit pleinement dans notre volonté d'être la plus grande éco-région d'Europe. Pour cela, il nous faut être exemplaire, le but étant l'amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble des Franciliennes et Franciliens.

Stéphane Gozlan
Conseiller technique

Agenda 21 ?

Établi lors de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement en 1992 à Rio De Janeiro au Brésil (Sommet de la Terre), l'Agenda 21 est un guide de mise en oeuvre du développement durable pour le 21ème siècle. Les nations qui se sont engagées pour sa mise en place doivent l'appliquer au niveau national, régional et local. L'Agenda 21 est structuré en 4 sections et 40 chapitres.



Sophie Corrèze, enseignante en SEGPA et militante socialiste.



Un plongeon dans un autre monde, c'est ce que j'ai ressenti en écoutant Sophie m'expliquer ce qu'est une Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté (SEGPA).

Ce n'est pas sa vie que Sophie m'a décrite, mais celle des jeunes en difficulté qui sont accueillis dans ces sections. Elle m'a raconté à titre d'exemple, pour que chacun comprenne, l'histoire de l'un de ces jeunes qui était dans sa section en 2003.

José a aujourd'hui 16 ans. Ses parents sont morts dans un accident alors qu'il avait 5 ans. Son frère, l'aîné d'une fratrie de 5 enfants est déclaré, à 20 ans, tuteur de ses frères par le juge pour enfant. Problème ! Le nouveau chef de famille travaille de nuit sur des chantiers pour subvenir aux besoins de ses frères. José grandit sans l'aide de psychologues et d'éducateurs... Ses fréquentations et agissements ne sont bien évidemment pas contrôlés. La justice intervient pour deux des frères, les jugements se succèdent... mais toujours aucune aide proposée. Les revenus de l'aîné ne suffisent plus, les difficultés s'accumulent...

Un éducateur judiciaire est requis par le juge pour « aider » la famille, mais il faudra attendre 2 ans pour qu'il y en ait un de disponible ! José est alors en 5^{ème} et accumule les retards scolaires et les échecs. ... Il est agressif, n'accepte pas les règles de l'école, ne vient pas régulièrement, rejette le monde des adultes et du travail... Il trafique pour avoir les baskets des pubs ... se fait arrêter, renvoyer de son établissement pour violence physique sur un adulte... Il est placé dans un centre éducatif fermé à Marseille (1), rapidement le centre est mis à sac et est temporairement fermé. Les jeunes sont « renvoyés » dans leurs foyers ! Mais pour José, pas de famille à l'arrivée, pas de scolarisation car à 16 ans... son instabilité permet aux Collèges de ne pas l'accueillir et les Instituts de rééducation sont au complet !

Aujourd'hui, il erre dans les rues à la recherche de quelques mauvais coups à faire et doit passer à nouveau devant le juge.

Sophie le croise souvent et la dernière chose qu'il lui ait dite c'est « *La vie, c'est de la merde !* »

Sophie m'a expliqué qu'il y a dans les Yvelines plusieurs centaines d'adolescents dans cette situation. Leur misère sociale et affective est palpable, à 13 ans souvent la vie de ces gamins est déjà très dure, malmenée par des injustices flagrantes.

Et pourtant la droite « casse » les SEGPA qui ne sont déjà pas assez nombreuses. Le gouvernement diminue par deux le temps de formation des diplômés spécialisés, les plateaux techniques (psychologues, rééducateurs, éducateurs...) sont de moins en moins disponibles parce que pas assez nombreux et trop demandés. Bref, la situation se dégrade d'année en année... Sophie a terminé notre entretien, dont je n'ai pu vous livrer qu'une toute petite partie par ces mots :

« Si je suis socialiste, c'est tout d'abord pour ces adolescents, pour faire en sorte que ces situations soient de moins en moins présentes, pour redonner les moyens aux travailleurs sociaux d'agir de façon concrète sur le terrain. Si je suis socialiste, c'est avant tout pour que cette population soit prise en compte »

JC

1-L'un de ces super centres mis en place par le gouvernement Raffarin, à l'instigation de Sarkozy !

Privatisation des sociétés d'autoroute

Le Parti socialiste s'insurge contre l'annonce faite par Jean-François Copé d'une privatisation totale de l'ensemble des sociétés d'autoroute détenues par l'État.

Le gouvernement brade les bijoux de la couronne pour boucler des fins de mois difficiles en raison de la politique économique particulièrement désastreuse conduite par la droite depuis trois ans.

Cette décision constitue un désaveu cinglant du gouvernement Raffarin, qui avait prétendu prendre le parti opposé...

Elle prive l'Agence de financement des infrastructures de transports en France (AFITF) des moyens qui devaient lui être destinés (dividendes des sociétés) pour les années à venir.

Elle risque donc de porter un coup fatal au programme d'infrastructures dont s'était gargarisé le gouvernement précédent lors du CIADT de décembre 2003 et notamment Gilles de Robien dont le silence est aujourd'hui assourdissant... Au-delà des considérations politiques, cette décision est catastrophique pour l'avenir du pays en matière de transports et de développement durable. Le Parti socialiste considère qu'une politique des transports ambitieuse et courageuse est nécessaire. Elle suppose notamment une véritable priorité accordée au ferroviaire. Il déplore que le gouvernement fasse systématiquement preuve d'un double langage en parlant de développement durable et en faisant le contraire.

Ce gouvernement prive ainsi le pays d'un certain nombre de leviers d'action et de sources de financement permettant de conduire une politique audacieuse d'infrastructures de transports durables.

Infos 78

Pour Monsieur Bédier, mixité rime avec fichage !!!

Alors qu'il faudrait construire 6 000 logements par an dans les Yvelines, Bédier a prôné, lors des assises du Logement à Mantes le 21 juin, d'autoriser "des fichiers qui précisent l'origine des personnes" comme méthode pour lutter contre les discriminations ethniques !!!

L'aciérie de Bonnières Iton Seine condamnée à payer 150 000 euros !

Les dirigeants et 5 des cadres de cette usine (rebaptisée par les syndicats "l'usine de la peur") ont été condamnés pour homicide involontaire. Une série d'incidents survenus entre janvier 2000 et janvier 2003 avait en effet entraîné le décès d'un contremaître et des blessures sur plusieurs employés.

Sécurité routière

Le 24 juin, l'association "AGIR sur la D 983", créée à l'initiative de parents d'élèves soucieux de la sécurité de leurs enfants, dénonçait une nouvelle fois l'insuffisance des aménagements de sécurité dans la traversée des villages de Mantes à Houdan. Un sujet épineux sur lequel nous reviendrons plus en détail dans un prochain numéro.

L'insertion par le jardinage

La ville des Mureaux travaille en partenariat avec l'Association des compagnons d'Ile-de-France sur un projet de chantier d'insertion par le jardinage sur les terrains du Rouillard, financé en partie par le conseil régional d'Ile-de-France. Ce projet porte sur l'aménagement d'une parcelle pédagogique de 800 mètres carrés et de 20 parcelles de 200 mètres carrés. L'objectif est de remettre au travail des jeunes en difficulté d'emploi en alternant cours théoriques et chantier d'insertion.

Les élus des Mureaux dénoncent les "licenciements financiers" chez Autoliv

L'usine Autoliv, située aux Mureaux, ferme définitivement en juillet. Les 97 salariés de ce groupe suédois, premier fabricant mondial d'airbags et de ceintures de sécurité, pourraient se voir proposer des postes dans les autres sites du groupe. Le conseil municipal des Mureaux solidaire des salariés, a condamné cette fermeture. De leur côté, les syndicats mettent en cause la stratégie de la société qui n'a pas entrepris les investissements nécessaires pour adapter sa production. .

La direction de Peugeot-Citroën condamnée

A Poissy, les 106 salariés immigrés pourront prendre leur préretraite CASA (Cessation d'activité de salariés âgés). Fin juin, la cour d'appel de Paris a confirmé la décision du TGI de Bobigny et condamné la direction de Peugeot-Citroën pour une "application déloyale des accords collectifs". La direction refusait en effet de tenir compte des démarches récentes effectuées par ces salariés dans leur pays d'origine pour préciser leur date de naissance et bénéficier de la préretraite à 57 ans. .

A visiter dans les Yvelines

De la maison d'Émile Zola au Château de Monte-Christo, visite guidée...

Bazoches-sur-Guyonne : Maison de Jean Monnet (1888-1979)

Jean Monnet vécut de 1945 à 1979, date de sa mort, dans cette maison ancienne au toit de chaume typique de la région d'Île-de-France, située en lisière de bois et forêts. C'est dans cette maison, aujourd'hui propriété du Parlement européen, que Jean Monnet conçoit, avec son équipe, l'idée de la Communauté européenne. Le 9 mai 1950, avec l'accord du Chancelier Adenauer, Robert Schuman, Ministre des Affaires étrangères, fait au nom du gouvernement français une déclaration, préparée par Jean Monnet, proposant de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune ouverte aux autres pays d'Europe. En 1952, Jean Monnet est le premier président de la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et l'Acier (la CECA).

Renseignements : 01.34.86.12.43
www.jean-monnet.net



Jouy-en-Josas : Maison de Léon Blum (1872-1950)

C'est dans le *Clos des Metz*, ancienne ferme du XVIII^e siècle nichée dans la verdure, que Léon Blum, passa les dernières années de sa vie, aux côtés de son épouse Jeanne.

Léon Blum se lance en politique durant l'affaire Dreyfus (de 1894 à 1906), et c'est grâce à sa rencontre avec Jean Jaurès en 1897 (avec lequel il participe à la fondation de *L'Humanité*) que son action militante à la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) commence vraiment.

Élu député, pour la première fois, en 1919, il participe très activement au Congrès Socialiste de Tours, en 1920. Léon Blum préside deux gouvernements du Front Populaire (1936 et 1938). Il est alors à l'origine de nombreuses mesures sociales (Congés payés par exemple). Arrêté en 1940, il est jugé par le régime de Vichy et livré aux nazis pour être déporté en Allemagne de 1943 à 1945.

Après la guerre, il est président du Conseil d'octobre 1946 à janvier 1947.

Renseignements : 01.30.70.68.46.

Médan : Maison d'Émile Zola (1840-1902)

Dans cette maison, située 26, rue Pasteur, Zola a vécu et travaillé de 1878 à 1902. Écrivain, fondateur du naturalisme en littérature, son œuvre principale (*les Rougon-Macquart*) est une vaste fresque en vingt volumes, racontant l'histoire naturelle et sociale d'une famille sous le Second Empire.



Émile Zola c'est aussi, la publication dans «*L'Aurore*» le 13 janvier 1898 d'une lettre au Président de la République Félix Faure «*J'accuse*». Convaincu de l'innocence du capitaine Dreyfus, Zola écrit : «*quelle tache de boue sur votre nom que cette abominable affaire Dreyfus ! (...) La France a sur la joue cette souillure, l'histoire écrira que c'est sous votre présidence qu'un tel crime social a pu être commis*».

Renseignements 01.39.75.35.65

Montfort-L' Amaury : Maison de Maurice Ravel (1875-1937)

Entré au Conservatoire de Paris en 1889, Ravel bénéficie, notamment, de l'enseignement de Gabriel Fauré. En 1901, sa cantate *Myrrha* lui vaut un second prix au Concours de Rome.

Mais son modernisme et ses dons exceptionnels lui valent aussi l'inimitié des traditionalistes, comme Théodore Dubois, directeur du Conservatoire de Paris, qui ne voit en lui qu'un «révolutionnaire» osant admirer Chabrier et fréquenter Satie !

En 1920, après avoir refusé l'ordre de la Légion d'honneur et dans le but « de se soustraire aux manœuvres politiques », il acquiert une maison en dehors de Paris et, à partir de 1921, habite Montfort-l'Amaury. Un endroit calme, propice à la composition et proche de ses amis où il résida jusqu'à sa mort en décembre 1937.

«Le Belvédère» 5, rue Maurice Ravel.

Renseignements : 01.34.86.00.89 .

Port-Marly : Château d' Alexandre Dumas (1802-1870)

C'est en 1844-46 qu'Alexandre Dumas fit construire le château de Monte-Cristo. Érigé dans l'enceinte d'un superbe parc le château fait face au château d'If, (notre photo) cabinet de travail de l'écrivain. Sa vie fut aussi riche en aventures que ses romans... Lors de la Révolution de 1830, Dumas se jette dans le mouvement avec enthousiasme, par antipathie pour les Bourbons « qui bâillonnent la pensée », par amour de la liberté. En 1851 il se réfugie à Bruxelles où se trouvent bon nombre d'opposants à Napoléon III. En 1857, il rend visite à Victor Hugo, le plus célèbre opposant à l'empereur dans son exil de Guernesey, et prend publiquement sa défense en France. En 1860 c'est la rencontre avec Garibaldi qu'il rejoint en Sicile. Il lui apporte son aide en allant à Marseille acheter des fusils pour ses troupes.

Renseignements : 01.39.16.49.49
www.dumaspere.com



Saint-Germain-en-Laye : Maison de Claude Debussy (1862-1918)

Claude Debussy est né à Saint-Germain-en-Laye, dans cette maison du XVII^e siècle située 38 rue au Pain. Musée depuis 1990, elle est désormais inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Tout comme Léon Blum, , André Gide ou encore Alfred Jarry, Claude Debussy a été chroniqueur à la *Revue blanche* qui prendra , à partir de 1898, nettement position en faveur du capitaine Dreyfus.

Saint-Arnoult-en-Yvelines Maison d'Elsa Triolet et d' Aragon

En 1951, Aragon offrait à Elsa un petit coin de terre française, le moulin de Villeneuve et son parc de plus de 5 hectares. Aujourd'hui, leur maison, restée telle que nous l'a léguée Aragon, est devenue selon son souhait Centre de recherche et de création contemporaine.

Aragon (1897-1982) participe à la création d'un mouvement artistique d'avant-garde (qu'on appellera le Dadaïsme) puis, à partir de 1924, à la naissance du Surréalisme. Inscrit au Parti Communiste dès 1927, journaliste à *L'Humanité* à partir de 1933, il fonde en 1937 le quotidien communiste *Ce soir*. C'est en 1928 à Paris lors d'une manifestation qu'Aragon rencontre Elsa Triolet (1896-1970) une jeune écrivain russe. Dès lors leur deux vies sont inséparables. A la fois compagne et inspiratrice du poète Elsa, membre comme lui du parti communiste, entend bâtir son oeuvre propre qui constitue cependant une sorte de réponse à celle d'Aragon. Durant la guerre, elle prend rang auprès des écrivains résistants et participe à la fondation des Lettres Françaises et du comité national des écrivains. Durant l'Occupation, Louis Aragon participe à la Résistance intérieure française et publie, sous les pseudonymes de François la Colère ou Armand de Saint-Roman, des poèmes appelant à la lutte contre l'occupant. Après la Libération, il poursuit son engagement politique et soutient sans ambiguïté les dérives stalinien-nes du communisme. Après la mort d'Elsa Triolet (1970), il continue ses activités politiques auprès de l'union de la gauche (il sera décoré par F. Mitterrand).

Renseignements : 01 30 41 20 15
www.maison-triolet-aragon.com

Deux expos cet été

Pendant l'été la Maison Triolet-Aragon propose deux expositions :

► Jusqu'au 2 Octobre seront exposées les sculptures de Martine Boileau (notre photo) et Jean Anguera.

► Jusqu'au 4 Septembre la Maison donne carte blanche à l'éditeur Jacques Boulan pour une exposition de livres d'arts sur entre autre: de Kijno, Combas, Arman, César, Villeglé, Baj, Coignard...



Expositions ouvertes tous les jours de 14h00 à 18h00.



Les expos

« Face à Face » à Magny-les-Hameaux

Une exposition ayant pour thème la représentation du Christ dans l'art français au 17^e siècle, se tient au Musée des Granges de Port-Royal à Magny-les-Hameaux. Renseignements au 01 39 30 72 72

V^o Biennale internationale de la gravure à Versailles

La cinquième édition de la Biennale internationale de la gravure d'Ile-de-France présente les œuvres de 47 graveurs Français et d'Amérique Latine. C'est jusqu'au 17 juillet à Versailles au Domaine de Madame Elisabeth 73, avenue de Paris et à Orangerie du Domaine de Madame Elisabeth 26, rue Champ Lagarde. Entrée libre de 13h à 18h

« Sciences Frictions » à Mantes la Jolie

Le Musée Hôtel-Dieu de Mantes la Jolie expose les œuvres de Joan Fontcuberta jusqu'au 3 octobre. Cet artiste joue avec des montages et des manipulations d'images: « la photographie plastique ». Son exposition « Sciences Frictions » intéressera les amateurs d'art contemporain et de mondes étranges. Musée de l'Hôtel-Dieu, 1 rue Thiers. Ouvert du lundi au vendredi, de 12h00 à 18h00, samedi et dimanche, de 12h00 à 19h00. Fermé le mardi. 01 34 78 86 60.



Le Fauvisme à Chatou

Le musée La Fournaise de Chatou commémore jusqu'au 30 Octobre le centenaire du scandale provoqué par l'apparition de la peinture des Fauves. L'exposition a pour ambition de rendre hommage aux organisateurs du Salon d'Automne qui ont su défendre toutes les formes d'expression plastiques. On y trouvera les œuvres de Eugène Carrière, Armand Guillaumin, Victor Charren-ton, Pierre Auguste Renoir etc... Musée Fournaise, Ile des Impressionnistes, Chatou. Ouvert du mercredi au vendredi de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00, samedi et dimanche de 11h00 à 18h00. Visite guidée tous les dimanches à 15h00. Renseignements : 01.34.80.63.22. www.musee-fournaise.com.

L'art naïf à Vicq

Idéal pour découvrir ou redécouvrir cet art aux allures « enfantines » le musée International d'Art Naïf vous propose deux expositions : «Le peuple animal» jusqu'au 4 Septembre et les œuvres de Clovis Junior jusqu'au 31 Juillet. Musée International D'Art Naïf, 15 rue de la mairie, 78490 Vicq. Ouvert tous les jours sauf le lundi de 10h00 à 18h00. Renseignements : 01.34.86.06.22. www.midan.org

La Région Île-de-France partenaire de votre été

Pendant la période estivale n'oublions pas les initiatives de la région pour le développement de la culture et le soutien de manifestations.

Le chèque culture

Lycéens, apprentis, la Région Île-de-France vous permet d'assister à des spectacles pour 5 € seulement avec le Chèque Culture ! C'est un chéquier à 15 € qui contient 3 chèques. Chaque Chèque culture permet d'assister à un spectacle à choisir dans la programmation des 250 salles et festivals partenaires (musique rock, classique ou hip-hop, danse classique ou contemporaine, théâtre, one-man show, cirque...)

Pour en savoir plus: www.chequedeculture.iledefrance.fr

2005 année de la Physique

La Région subventionne la Société Française de Physique pour l'organisation et la coordination de l'Année Mondiale de la Physique avec comme figure de proue le célèbre physicien Albert Einstein. Le but étant de rapprocher les citoyens de la culture scientifique et de saisir les grands choix de recherche qui nous concernent tous.

Dans les Yvelines on pourra visiter le Parc des Étoiles à Triel qui propose tout l'été de découvrir le ciel ou les instruments pour l'observer, ainsi que de nombreux ateliers et conférences.

Ceux qui ont la chance d'être proche de Paris pourront assister à:

- ☐ « Soleil en Seine »: exposition du 18 au 31 Juillet dans le 15^{ème} sur l'énergie solaire et ses applications;
- ☐ « Le siècle d'Albert Einstein » à l'UNESCO;
- ☐ « Mesure de la vitesse de la lumière par l'expérience de Foucault »: jusqu'en septembre à l'Espace des Sciences de Paris, ESPCI, 10 rue Vauquelin 75005 Paris.

Pour en savoir plus :

Cité des Étoiles à Triel: 01.39.74.75.10. www.parcauxetoiles.com .

Agenda de l'année de la physique et détail des manifestations en Ile-de-France: www.physique2005-idf.com.



Parcours Aventure

Envie de sensations fortes ? Le parc acrobatique en forêt de la base de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines vous attend.

Sur une surface de 3,5 hectares, 4 parcours complets de difficultés différentes s'adressent à tous les publics. Les itinéraires se déroulent de plateforme en plateforme, de 1 mètre de haut pour le mini parcours Écureuil à 15 m de haut pour le parcours noir Martre, ponts suspendus, passerelles, sauts de Tarzan et tyroliennes s'enchaînent pour un voyage de 2 à 3 heures entre ciel et terre.

Une tyrolienne de 156 mètres sera votre récompense après les épreuves du parcours noir. La sécurité, assurée par des équipements homologués CE est également garantie par la présence d'un personnel professionnel rompu aux techniques de corde. Parc acrobatique, base de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Réervations obligatoires par téléphone au 0825.150.280, par mail : contact@aventure-aventure.com ou sur le site en ligne : www.aventure-aventure.com



Quelques sites à visiter

www.maman.fr : les sorties préférées des mamans, des idées dans les Yvelines mais aussi dans toute la France.

www.acadequestre.fr : Académie de spectacle équestre de Versailles. Séances publiques et visite des écuries Royales.

www.thoiry.tm.fr : Thoiry offre une chance formidable de frôler les animaux les plus sauvages de la planète.



Fédération du Parti socialiste

47 rue Aristide Briand
78130 Les Mureaux.
Tél : 01 34 92 01 85

**Pour écrire
à « Yvelines à gauche » :**

yvelinesagauche@voila.fr

Directeur de publication Patrick Malivet.
Rédactrice en chef Martine Gavelle